



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 10 mars 2020
Sous la présidence de
M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président Formation
Et la co-présidence de M. Noel DIMARCQ,
Vice-Président Recherche et Innovation
N°4/2020-2021

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme BATAZZI Claudine, Mme BERTRAND Marie-France, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BOUISSOU Stéphane, M. BRUNY Rémy, M. BURGER Alain, M. BURRONI Gaël, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. CRISTOFARI Gaël, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne jusqu'à 12H10, M. DELLAMONICA Jean, Mme DEMARIA Samira, M. DEMESLAY Christopher, M. DOUAI Ali, Mme EL SAYED Eva, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, M. GIBART Laetitia, Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme LOPEZ Coline, Mme MALE Margaux, Mme MERIAUX Stéphanie, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faïza, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PETIT Éric jusqu'à 11h45, Mme PUEL Marjolaine à compter de 10H00, M. RASSE Paul, Mme REVELLI Gabriel, Mme ROMERO Margarida, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. ROUSSEAU Sylvain, Mme SALVAN Geneviève, M. SERRANO Benjamin, Mme SESSA Virginie, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. SOFIA Pierre Niccolo, M. THOMIN Jean-Louis, Mme TÜRK Pauline, M. VIZZARI Jean-François,

AVAIENT DONNE PROCURATION :

- Pour la séance : Mme AYERBE Cécile à M. ALLEGRET Jean-Pierre, M. BIZIOU Michaël à Mme N'AIT-BOUDA Faïza, Mme BOISSELIER Pauline à M. BURRONI Gaël, Mme CERZO Delphine à M. ROSSO Thierry, M. COURDE Clément à Mme SESSA Virginie, Mme COURTIN Christine à M. BONCOMPAGNI Éric, Mme GIACALONE Marjorie à Mme BATAZZI Claudine, M. HASSANALY GOULAMHOUSSEN Rahim à M. BONCOMPAGNI Éric, Mme HAYOTTE Meggy à Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne jusqu'à 12H10, M. MORETTI Laurent à M. CAILLER Bruno, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul à Mme SALVAN Geneviève, M. ROSSI Andrea à M. BURRONI Gaël, Mme VAN DE WIELE Nathalie à M. BLANC Frédéric, M. VEZIAN Anthony à Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme WALLISER Elisabeth à M. ALLEGRET Jean-Pierre,
- En cours de séance : M. PETIT Éric à M. AZOULAY Stéphane à compter de 11h45, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne à M. DELLAMONICA Jean à compter de 12H10,

ÉTAIENT EXCUSEES : Mme BERTONE Manuela, Mme CHRISTIANS Elisabeth, Mme FERAUD Aurélie, Mme GERIA Carla, M. GESBERT David, Mme PLOUVIEZ Mélanie,

ÉTAIENT ABSENTS : Mme CORRADI Léa, M. DIEDERICHS Thibault, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès,

INVITES PRESENTS : M. Pierre BARONE, Mme Rachida BELUAFI, Mme BOTTIN Marie-Line, Mme BOUCHET Audrey, Mme BOUNOUAS Zaineb, M. CAMINADA Alexandre, M. CARLE Georges représentant M. POURCHER Thierry, M. CASTAGNONE Philippe, M. CHOPLIN Arnaud, Mme CHARBIT Marielle représentant Mme BARRAL Mireille, M. CREMOUX Pascal, M. FRISCH Thomas, Mme GANNIER Odile, Mme LACAS-GERVAIS Sandra, M. LAGADEC Eric représentant M. LANZ Thierry, Mme LLATY Catherine, M. LASSERRE Hubert, M. LECLAIRE Jean-Christophe, M. NASICA Éric, Mme MEUNIER Fanny, Mme STEICHEN Pascale, Mme TOURNOIS Nadine, Mme WATINE Marie-Albane, Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 9H05.

Préambule

M. AZOULAY fait part de son souhait d'ajouter un point à l'ordre du jour concernant la procédure d'examen des conventions internationales afin de permettre un traitement des dossiers dans les meilleurs délais.

Il soumet cette proposition au vote des conseillers :

L'ajout d'un point concernant la procédure d'examen des conventions internationales est approuvé à l'unanimité avec 68 voix.

Il informe par ailleurs des résultats des élections des Présidents de la section disciplinaire qui se sont tenues le 4 mars et à l'issue desquelles ont été nommés pour la section compétente à l'égard des usagers : M. Alain BURGER et pour celle compétente à l'égard des Enseignants-Chercheurs : Mme Manuela BERTONE.

I.- Vie Institutionnelle - Appel à candidatures pour la Vice-Présidence Etudiante

Mme PISANO, Directrice Générale des Services Adjointe en charge de la sécurisation, présente cet appel à candidature en rappelant l'Article 36 des statuts d'UCA qui stipule qu'un vice-président « étudiant » est élu par et parmi les représentants des étudiants du conseil d'administration et du conseil académique et l'article 5 du règlement intérieur fixant les modalités de cette élection prévue le 26 mars prochain. (cf documents joints)

II.- Formation

II-1.- Présentation de la Direction des Etudes et de la Formation (DEF)

M. AZOULAY informe que lorsqu'il a été nommé Vice-Président Formation, un certain nombre de problèmes récurrents et de dysfonctionnements ont été identifiés au niveau des services de scolarités et lui ont été remontés, tels que par exemple des difficultés sur le respect des délais d'édition des diplômes. Il a donc été décidé d'étudier des pistes de travail pour améliorer les processus au service des étudiants et des enseignants-chercheurs. Un groupe de travail a ainsi été constitué, associant les directeurs administratifs de campus, des chefs et des personnels de scolarité ainsi que des enseignants et des étudiants. Une série de propositions et de transferts de missions a été émise à l'unanimité des membres du groupe. Les Directeurs de composantes, directeurs administratifs et responsables de scolarité ont ensuite été rencontrés sur leur site en vue d'une réorganisation qui a été validée en CT en 2018 et qui a pu se mettre en place en juillet 2019.

M. CREMOUX Directeur des Etudes et de la Formation précise que l'ancienne DEVE (Direction des enseignements et de la Vie Etudiante) s'est scindée en deux avec la création de la DVU (Direction de la Vie Universitaire) axée sur les initiatives étudiantes et de la DEF, quant à elle axée sur l'offre de formation.

Il présente sa Direction qui s'articule autour des services suivants (cf document joint) :

- Service du Pilotage de l'Offre de Formation (SPOF)
- Service Scolarité Etablissement (SSE)
- Service d'Accompagnement des Etudiants en situation de Handicap (SAEH)
- Service d'Orientation d'Information et d'insertion Pro. (SOIIP)
- Service Enquêtes et Statistiques (SES)

Il souligne que le SSE a été créé en juillet 2019 et constitue une nouveauté car jusqu'alors il n'existait que des scolarités de sites et que par ailleurs, le SOIIP et le SES sont désormais rattachés à la DEF alors qu'ils dépendaient par le passé du service de la Formation Continue.

L'ensemble de ces services permet une lisibilité transversale sur l'ensemble de la gestion des études et des étudiants.

Concernant la mission de modélisation de l'offre de formation, M. AZOULAY précise qu'il a été demandé aux composantes pour le 12 avril une remontée des maquettes et des Modalités de Contrôle des Connaissances. Il souligne l'importance du respect des délais car de la modélisation découle tout le système d'information permettant de

renseigner les différentes applications en lien avec la pédagogie. Toute demande parvenant après le 12 avril ne sera donc pas examinée et la modélisation des diplômes restera inchangée par rapport à l'année précédente.

Mme BLAY s'interroge sur ce calendrier et sur la possibilité de répondre à la demande de fournir pour l'année prochaine des MCC concernant certains enseignements qui n'ont pas encore débutés cette année. Elle ajoute que l'évaluation des enseignements qui va se faire a posteriori va questionner les étudiants sur le mode d'évaluation et regrette donc que leur avis ne puisse être pris en compte.

M. AZOULAY répond qu'il a été alerté sur cette problématique et indique qu'afin d'y répondre il a été prévu pour que les modifications qui n'impactent pas les volumes horaires seront déléguées aux composantes à compter de l'année prochaine. Il confirme que la situation pour cette année n'est pas satisfaisante et aurait souhaité que cette délégation puisse être mise en place plus tôt mais les EUR ne pouvaient être opérationnelles sur ce point, dès cette année.

Il rappelle par ailleurs que le code de l'éducation prévoit que les MCC soient publiées au plus tard un mois après la rentrée universitaire, ce délai implique en conséquence une préparation bien en amont afin de pouvoir effectuer une validation par les instances avant la période estivale.

Concernant le SSE, M. CREMOUX souligne que le service demeure ouvert pendant l'été contrairement aux scolarités de campus et peut ainsi permettre de traiter des demandes d'inscription au fil de l'eau en juillet et en août et d'éviter in fine, aux scolarités de campus, d'avoir à traiter à la rentrée un nombre trop important de dossiers en attente.

Il souligne par ailleurs que la mise en place de ce service qui centralise l'édition des diplômes permet de mieux répondre à la demande du code de l'éducation qui impose désormais un délai de 6 mois après publication des résultats. Il prend l'exemple de la cérémonie de remise des diplômes de Polytech où la quasi-totalité des diplômes a pu être remis malgré une date avancée cette année au mois de novembre, alors que par le passé, seules des attestations de réussite pouvaient être données.

M. AZOULAY précise qu'un retard de 4 ou 5 ans pour l'édition des diplômes de Doctorat avait été constaté dans certaines ED mais qu'il a été résorbé. La réorganisation actuelle du Rectorat et la nouvelle répartition des missions entre les Recteurs d'Académie et de Région génère cependant encore quelques retards.

M. CREMOUX indique ensuite, que contrairement aux autres services, les agents rattachés au SAEH et au SOIIP sont délocalisés dans les composantes au plus près des étudiants et des demandeurs.

M. AZOULAY souligne qu'au sein du SES, l'OVE produit des enquêtes qui gagneraient à être valorisées car elles constituent de véritables mines d'informations disponibles en ligne qui peuvent être utilisées facilement notamment dans le cadre du montage des dossiers des demandes de certifications.

Il revient ensuite sur la maison de l'EAV et rappelle que l'évaluation des enseignements constitue une obligation légale. Il précise que lors de la précédente campagne d'habilitation l'HCERES avait été déploré l'absence d'une réelle politique de l'évaluation des enseignements. Afin de répondre à cette critique, le service a été créé pour venir en appui aux enseignants et les décharger de la contrainte administrative liée à l'évaluation. Le projet et la mise en place de ce service a été porté par la Pr Laurence SAGLIETTO qui a rencontré pendant deux ans les responsables des composantes et a présenté régulièrement l'avancée de ses travaux à la CFVU pour aboutir au processus actuellement en cours. Il rappelle que les enquêtes liées à l'évaluation des enseignements sont tenues de respecter des règles très strictes et qu'elles ont été validées par le Délégué à la Protection des Données et déposées à la CNIL.

M. CREMOUX conclut sa présentation en invitant les conseillers à se rapprocher des différents chefs de service pour obtenir les informations complémentaires dont ils pourraient avoir besoin.

M. AZOULAY remercie l'ensemble des services pour le travail qu'ils accomplissent.

II .-2 Politique financière des formations sur ressource propre

M. AZOULAY donne en préambule la parole à M. BLANC qui fait part du texte suivant rédigé par la liste Service Public et Démocratie Universitaire en réponse au document préparatoire mis en ligne :

« Déclaration liminaire au Conseil Académique d'Université Côte d'Azur du 10 mars 2020 à propos de la lettre sur la politique financière des formations sur ressources propres. Nous, élus de la liste Service Public et démocratie universitaire tenons à exprimer notre refus et notre préoccupation de la politique annoncée par la lettre envoyée aux

membres du Conseil Académique intitulée « La politique financière des formations sur ressources propres » qui fixe des objectifs :

- d'« allègement des heures maquette » des formations afin de leur permettre d'atteindre leur « seuil de rentabilité » ;
- d'« autofinancement des coûts des formations »
- de création de diplômes universitaires aux tarifs élevés, favorisés par l'intéressement des personnels qui s'y engagent.

Le modèle d'incitation financière présenté, visant à pousser les collègues à développer des formations rémunératrices nous semble porter en son sein la dégradation du service public d'enseignement supérieur. En effet, comment ne pas imaginer que l'investissement de travail fourni par les collègues pour la création, le développement et les enseignements faits pour et dans ses formations ne porte atteinte à la qualité du service d'enseignement en formation initial. Sur ce point et pour ne pas paraître dogmatique nous demandons à ce que soit porté à notre connaissance, en vue de la préparation des prochains CAC, les évolutions depuis 10 ans du nombre d'heures enseignées par les enseignants-chercheurs dans des formations DU/DE par rapport au nombre d'heures d'enseignement dans les formations initiales nationales. Nous pensons également que les enseignants-chercheurs n'ont pas vocation à être les VRP de l'institution en cherchant des moyens de financer l'université par le biais des frais d'inscription et/ou par la recherche de taxes professionnelles. Par ailleurs, nous tenons à rappeler notre opposition au développement de l'individualisation des rémunérations qui par définition est source d'inégalités mais, aussi d'incertitude, de conflits, de mal-être au travail, de sentiment d'injustice. Ce n'est pas par ce biais que l'on améliorera la qualité de vie au travail. Les élus CAC de la liste Service Public et Démocratie Universitaire. »

M. AZOULAY remercie M. BLANC pour son intervention, prend acte de la demande formulée et donne la parole à M. NASICA Vice-Président Finances.

M. NASICA rappelle qu'il existe déjà un certain nombre de formations qui génère des ressources propres pour l'établissement et pour leur composante. La question évoquée s'insère dans le cadre plus général d'une politique RH de rémunération liée aux ressources propres.

Il présente les 3 objectifs principaux recherchés par cette politique :

1.- Permettre aux composantes par leur activité de formation de développer leurs ressources propres afin de d'obtenir l'assise financière leur permettant de se développer ou, a minima, de mieux assurer leur pérennité.

Les composantes et l'Université bénéficient actuellement d'un processus lié à l>IDEX qui offre la possibilité d'obtenir des fonds sur un certain nombre d'années, l'idée développée est donc d'associer d'autres ressources à ce type de ressources qui n'est pas pérenne.

2.- Clarifier l'utilisation faite des ressources propres déjà existantes à l'Université, pour lesquelles il est relevé un problème de manque de transparence quant à leur utilisation qui entraîne un manque de rationalité pouvant générer une sous-utilisation de ces ressources.

3.- Permettre au personnel de s'investir davantage dans ce type de formation en créant une incitation pour l'ensemble des enseignants et des BIATSS.

Le projet est donc de mettre en place une politique de rémunération véritablement incitative liées aux ressources propres qui seront générées par les formations. Cette politique sera fondée sur le principe de règles de répartition simples, transparentes et stables dans le temps de manière à créer un environnement qui permettra aux personnels de s'investir et aux composantes ainsi qu'à l'établissement d'obtenir les informations budgétaires et pédagogiques qui leur sont nécessaires.

2.-Le développement et la répartition de ces ressources propres ont pour objectif final de s'inscrire dans un mécanisme gagnant à trois niveaux : établissement, composante et personnels.

Les formations et les composantes (EUR, Instituts et Ecoles) sont bien au centre du dispositif car ils auront la charge de développer des stratégies. Les formations visées sont les diplômes en alternance existants et en cours de création fondés sur l'apprentissage et les contrats de professionnalisation, la Formation Continue, les Diplômes d'Etablissement et les diplômes en partenariat internationaux de type double-diplômation.

Il est prévu que le système présenté ne soit pas imposé par l'Etablissement mais que se développe un travail collaboratif de co-construction avec les composantes. Des discussions seront entamées au mois de mai auprès des composantes pour examiner leurs projets en la matière et à l'issue de la consultation, une proposition de texte précisant les modalités de cette politique sera rédigée et proposée à la validation des instances de l'établissement pour une mise en œuvre dès la rentrée 2020 pour l'ensemble des formations dites « autofinancées ».

Deux points importants devront apparaître dans ce texte :

1. Les critères définissant le caractère autofinancé d'une formation

2. Les modalités de la politique d'intéressement associées à ce type de formation

M. NASICA prend ensuite l'exemple concret d'un master en apprentissage et explique que dans le coût de la formation à prendre en charge par la formation elle-même il y aura la charge d'enseignement et les frais liés à son fonctionnement.

Il précise que la politique d'intéressement à mettre en place devra permettre au personnel enseignant-chercheur et administratif de bénéficier de l'intéressement de la composante porteuse de la formation mais qu'elle devra également bénéficier aux personnels de l'ensemble de l'établissement et notamment à ceux des services centraux qui ont un rôle indirect mais important pour la bonne marche de l'ensemble de ces formations favorisant l'insertion professionnelle des étudiants.

La répartition des excédents budgétaires de ces formations reste à définir selon un schéma général à discuter avec les composantes : une partie ira vers l'équipe pédagogique, une partie vers les personnels BIATSS de la composante et une partie vers l'établissement qui permettra d'abonder la politique RH et la politique sociale selon un plafond restant à définir. Pour les formations en apprentissage travaillant avec le CFA, une partie des ressources budgétaires continuera à aller au CFA mais il est toutefois observé qu'un certain nombre de formations laissent un montant excessif au CFA et il semblerait raisonnable de fixer une limite au fonds déposé au CFA qui correspondrait à une année de fonctionnement de la formation. Une dernière partie demeurera à la composante afin de lui permettre de renforcer ses fonds propres pour sa politique de recherche, de formation ou de RH.

Un certain nombre d'effets positifs sont à attendre de cette politique : elle permettra notamment de répondre en partie à une très forte attente des personnels liés à leur rémunération, d'améliorer la transparence sur le montant et l'utilisation des ressources propres qui pourrait permettre un certain nombre d'économies budgétaires pour l'université. Il est précisé que certaines primes de responsabilités pédagogiques sont versées aux responsables de formation et que pour les formations dites « autofinancées » l'intéressement viendra se substituer à ces PRP qui seront en revanche maintenues pour les formations qui n'ont aucune vocation à être autofinancées et à entrer dans le schéma présenté.

La diminution du volume d'heures complémentaires devrait également être favorisée et permettre de dégager plus de temps pour l'activité de recherche.

M. BLANC objecte qu'afin d'obtenir un meilleur salaire un certain nombre de collègues préféreront enseigner dans des DU plutôt que de faire des heures complémentaires dans les autres formations et ne vont donc pas non plus se consacrer davantage à la recherche.

Mme N'AIT BOUDA relève un véritable fossé entre la réalité de terrain et la théorie financière.

M. NASICA fait part de son expérience de Directeur de composante et de responsable de Master et indique que les propositions présentées ce jour ne sont pas issues de théories financières mais qu'elles relèvent du ressenti des enseignants et des administratifs avec lesquels il a pu discuter ainsi que d'enquêtes effectuées auprès des personnels. Il se dit par ailleurs persuadé que le fait de participer au développement d'un master ou d'une licence apporte beaucoup plus à la collectivité que d'effectuer des heures complémentaires. Il convient cependant de l'existence dans certains cas, d'un problème structurel lié au nombre d'heures maquettes à effectuer au regard du nombre d'enseignants titulaires, qui contraint certains enseignants à effectuer ce type d'heures. Il se pose donc la question de savoir si toutes les heures présentes dans les maquettes sont fondamentales. Ainsi, si un responsable souhaite que sa formation soit autofinancée, il peut être amené à diminuer le nombre d'heures parfois pléthorique et permettre à sa formation d'atteindre un équilibre financier. Mais il souligne que ce cas de figure ne constitue pas l'objectif principal qui est de permettre à un enseignant-chercheur d'avoir plus de choix et d'être incité à prendre des initiatives dans les responsabilités collectives d'encadrement pédagogique ou un fort déficit est constaté. L'absence d'un investissement collectif pouvant mettre en péril le devenir des formations de l'Université auxquelles les élèves et étudiants, qui arbitrent de plus en plus en fonction de la qualité des formations offertes, vont préférer des formations proposées par d'autres organismes. Un désengagement de l'implication des enseignants-chercheurs entraînera ainsi une perte conséquente de bons étudiants dans un certain nombre de domaines.

Aux interrogations de M. BLANC qui souhaite savoir si le propos concerne la Formation Initiale ou bien la Formation Continue, M. AZOULAY précise que l'apprentissage relève de la Formation Initiale. Il ajoute que son objectif était aujourd'hui de présenter le sujet et d'ouvrir le débat et qu'un processus d'échanges composante par composante va se mettre en place, à l'issue duquel M. NASICA présentera une synthèse au CAC. Il souligne que l'idée n'est pas de multiplier les DU au détriment des autres formations mais que, compte tenu du constat de primes d'investissement pédagogique insuffisantes faute de moyens, il convient de trouver le juste équilibre entre formation autofinancées et autres formations pour augmenter le niveau global des primes.

M. CRISTOFARI relève des contradictions entre les objectifs et certains aspects de la politique présentée, ainsi, il se dit surpris que ce système puisse avoir vocation à réorienter les enseignants chercheurs vers la recherche et souligne qu'au-delà des primes, le déficit de l'investissement des enseignants-chercheurs dans l'encadrement de la pédagogie tient surtout au manque de temps disponible. Il lui semble que le fait de demander aux EC, pour la pédagogie comme pour la recherche, d'aller rechercher des financements va contribuer à accroître ce problème. Il fait part ensuite de ses interrogations sur les diplômes IDEX pour lesquels les rentrées budgétaires dépendront des étudiants qui seront recrutés et souhaiterait savoir dans ce cadre, les recrutements pourront être indépendants de la capacité des étudiants à payer.

M. NASICA rappelle que les étudiants en apprentissage et en contrat de professionnalisation paient des sommes inférieures aux autres étudiants. Il ajoute que ce type de formations a fait ses preuves en matière d'insertion professionnelle et ne voit pas en quoi elles pénaliseraient les étudiants. M. AZOULAY ajoute que, concernant les Diplômes d'Etablissement IDEX, il fait confiance aux équipes pédagogiques dont l'objectif est toujours d'avoir un maximum des meilleurs étudiants. Il précise qu'au sein de ces équipes, se tiennent des discussions car tous les enseignants ne partagent pas la même vision sur la question des tarifs. Les bilans font apparaître que les équipes pédagogiques sélectionnent en premier lieu sur la qualité académique et ensuite appliquent les tarifs en fonction d'une grille qui permet de moduler les tarifs selon les revenus, et de proposer des bourses ou des exonérations. M. CRISTOFARI exprime l'idée qu'il faudrait que l'équilibre financier des formations sur ressources propres ne soit pas dépendant du nombre d'étudiants qui s'acquitteront du plein tarif et que ces formations ne soient pas pénalisées par la présence d'étudiants exonérés. M. AZOULAY convient qu'une discussion sur ce point pourra être ouverte.

Mme TOURNOIS se félicite de la possibilité de proposer une rémunération spécifique aux personnes qui gèrent ce type de formation. A ses interrogations sur l'évaluation première de l'autofinancement d'une formation présentée qui inclue l'intégralité des heures de cours et un demi-poste C correspondant au secrétariat du diplôme M. AZOULAY répond qu'il s'agit là d'un exemple et que le coût variera forcément en fonction du diplôme.

M. NASICA précise que la grille n'est pas encore arrêtée, et qu'elle le sera à l'issue de la discussion avec les composantes. Mme TOURNOIS rappelle par ailleurs que l'essentiel des DU portés par l'établissement sont rattachés au secteur Santé et que ce type de formation est beaucoup plus difficile à mettre en place dans un grand nombre d'autres composantes. Elle ajoute que l'apprentissage qui sous-entend un minimum de 400 heures de cours ne peut s'appliquer à bon nombre de formations et qu'enfin sur la Formation Continue, il est constaté un défaut de produit proposé. Elle pense que dans ce dernier cadre, toutes les composantes pourraient proposer des blocs de compétences sous forme de petits modules dispensés par exemple sur une semaine « vendables » à des entreprises désireuses de former leurs personnels.

Mme HERITIER rappelle l'existence de deux masters portés par l'EUR ELMI qui vont favoriser l'apprentissage et l'alternance en exigeant des candidats qu'ils aient un contrat pour intégrer la formation, elle dénonce en conséquence une dérive avec l'exclusion de fait des étudiants qui ne peuvent obtenir un contrat.

Elle fait ensuite part de sa situation personnelle et de celle de ses collègues au sein du SOIP qui ne sont pas rattachés à une composante mais à un service central et qui préparent de nombreux candidats à intégrer l'alternance et qui effectuent un lourd travail d'aide apporté aux étudiants, pour trouver des contrats. Elle ajoute qu'elle est également responsable d'une compétence transversale liée à l'insertion professionnelle et s'interroge sur la manière dont sera pris en compte l'ensemble de ses missions.

M. NASICA félicite Mme HERITIER pour l'ensemble des actions qu'elle mène. Il lui précise qu'elle sera concernée par le dispositif au même titre que les personnels des composantes directement impliqués dans les formations, il reste à arrêter la manière la plus rationnelle et la plus juste de rétribuer par le biais des fonds revenant à l'établissement les personnels en fonction de leur implication.

Concernant la sélection qui se crée sur les formations en apprentissage, il rappelle que ce type de formation repose sur l'obligation d'avoir un contrat avec une entreprise dans le mois qui suit la rentrée, qu'une sélection est opérée sur la base de leur dossier académique et que les étudiants candidatent souvent sur une formation initiale en parallèle, ce qui permet aux bons étudiants d'être retenus même s'ils n'arrivent pas à décrocher un contrat.

A la demande de M. ESPALLARGAS, M. NASICA explique que l'expression « heures complémentaires » est utilisée pour désigner les heures effectuées par un enseignant-chercheur au-delà de son service statutaire de 192 H équivalent TD.

M. ESPALLARGAS fait part ensuite de ses interrogations sur la phrase du document joint qui indique : « *Allégement des heures maquettes (la recherche du seuil de rentabilité de la formation conduit à dégonfler le nombre d'heures excessif de certaines formations)* ». M. NASICA rappelle que la plupart des formations de Licence ainsi qu'un grand nombre de Masters ne rentreront pas dans ce cas de figure et que cette phrase ne pourra concerner que les formations autofinancées.

II .-3 Tarifs Diplômes d'Etablissement et Formation Continue

II .-3.1 Tarifs Formation Continue

M. AZOULAY explique que ces tarifs sont validés annuellement pour permettre aux composantes de présenter leur offre de formation. Il ajoute que les tarifs sont à voter dès aujourd'hui afin de pouvoir les mettre en œuvre très prochainement notamment pour communiquer aux demandeurs d'emploi qui souhaitent faire de la reprise d'étude et qui ont à monter des dossiers lourds qui nécessitent du temps.

Il donne la parole à M. LASSERRE Directeur de la Formation Continue pour présenter ce point.

M. LASSERRE présente le tableau joint (cf tableau reprise d'études UCA) qui porte d'une part sur les diplômes nationaux, les DU MSc et la tarification spécifique Formation Continue. Il précise que son propos concerne uniquement sur la formation continue et non l'apprentissage. Il rappelle en lien avec le point précédent que la formation continue doit s'autofinancer et que des seuils de rentabilité sont calculés pour s'assurer de la légalité par rapport à cet aspect. Au-delà de ces seuils chaque composante est libre de fixer ses tarifs, certaines composantes ayant fait le choix cette année de reconduire leurs tarifs à l'identique et d'autres ont souhaité des modifications tarifaires. La Direction de la Formation Continue peut à la demande d'une composante mener une étude pour proposer un tarif plus en adéquation à l'offre concurrentielle, mais il appartiendra, in fine, à la composante de valider la proposition. L'organisation de la Formation Continue est donc semi-centralisée avec une Direction qui collecte des informations et des composantes décisionnaires sur l'offre tarifaire proposée.

Mme HERITIER s'interroge sur le fait que la Direction de la Formation Continue ne soit pas systématiquement sollicitée pour définir chacun des tarifs. M. LASSERRE confirme que les composantes ont toute latitude pour se rapprocher ou non de sa Direction qui pourra leur apporter l'assistance nécessaire afin de définir leur tarif.

Concernant l'équilibre financier Mme HERITIER voudrait connaître le nombre d'étudiants s'inscrivant en formation continue sur les tarifs 1 et 2 par Diplômes sur les dernières années, car elle pense que pour se prononcer sur des tarifs il serait pertinent d'avoir une idée du nombre de personnes impactées. M. LASSERRE répond qu'il sera en mesure de fournir ce type d'information. Mme HERITIER demande solennellement que ce complément d'information soit prochainement versé au dossier et souligne l'importance de connaître le nombre d'étudiants concernés en particulier pour des tarifs particulièrement élevés comme ceux de Polytech. Elle souhaiterait également connaître pour ces formations particulières le nombre de candidatures parvenues, acceptées et le nombre d'inscrits au final par rapport au financement obtenu. Ce type de données lui paraît déterminant pour savoir si une politique tarifaire va être attractive. Concernant le nombre de candidatures, M. LASSERRE précise qu'il s'agit là d'informations détenues par les composantes et qu'il devra voir avec elles dans quelles mesures elles pourront être consolidées. Mme TOURNOIS ajoute que le nombre de candidatures ou d'inscriptions dépend grandement du contexte qui a fondamentalement changé depuis deux ans, elle précise donc que des chiffres sur les 3 dernières années seront peu significatifs. M. LASSERRE ajoute que la loi du 5 septembre 2018 laissait envisager une décroissance très nette de l'activité Formation Continue et rappelle qu'il faut tenir compte de ce contexte. Mme HERITIER objecte qu'il serait de ce fait pertinent de savoir comment cette réforme a impacté la formation continue et comment répondre aux nouvelles règles du jeu. D'une manière générale elle fait part de son regret qu'il n'y ait pas une véritable politique d'établissement reposant sur des chiffres concrets. Elle souhaiterait savoir par ailleurs si la composante est décisionnaire sur chacun des différents tarifs proposés. M. LASSERRE répond que la composante décide des trois tarifs qui ont cours : le tarif financé par un organisme financeur, le tarif d'une personne suivie sur un ensemble de tâches administratives pour répondre à des besoins en lien notamment avec Pôle Emploi, et le tarif de formation permanente pour des demandes individuelles indépendantes de tout système de financement.

M. AZOULAY pense qu'un équilibre entre l'autonomie des composantes promue par l'établissement et la centralisation des actions est à trouver. Il considère qu'il est légitime que les composantes au plus près du terrain et bénéficiaires si elles le souhaitent de l'expertise du service de Formation Continue définissent leurs tarifs. Il précise que la nomination de Mme TOURNOIS en qualité de Vice-Présidente à la Formation Continue et de M. LASSERRE en qualité de Directeur de ce service ont permis de mettre au point une stratégie d'établissement plus globale. Une présentation du service de la FC qui a connu ces deux dernières années de profondes mutations, sera effectué au cours d'un prochain CAC.

M. LECOUTEUX, économiste ayant mené un travail de recherche sur les frais d'inscription, s'interroge sur la manière dont les tarifs proposés ont été calculés et souhaite savoir s'il s'agit juste d'obtenir un équilibre financier ou si une étude d'impact a été menée. Il souhaiterait qu'un cadrage d'établissement soit défini à ce propos. M. LASSERRE confirme que c'est la première option qui a généralement cours et que la deuxième option est effectivement visée dans le cadre d'un contrôle de gestion qui devra se mettre en place et être géré au niveau central de l'établissement, les moyens pour atteindre cet objectif n'ont toutefois pas encore été obtenus à ce jour. Mme TOURNOIS ajoute que ce travail a été amorcé pour ce qui concerne la VAE. M. LASSERRE confirme que dans ce dernier cas il a pu arriver à une tarification permettant d'obtenir un seuil de rentabilité dûment calculé selon l'orthodoxie du contrôle de gestion. Aux interrogations de M. BLANC sur des tarifs définis non seulement en fonction du coût de revient lié à l'équilibre financier mais également sur un positionnement par rapport à la concurrence, M. LECOUTEUX répond qu'il doit être indiqué explicitement que c'est vers cette option que l'établissement souhaite se diriger. M. BLANC s'interroge sur la possibilité de voir le coût de la formation baisser dans cette hypothèse. M. LASSERRE répond par la négative mais il ajoute qu'une dimension de rôle social de l'Université peut également être prise en compte. Ainsi pour la VAE par exemple il n'a pas été proposé une tarification par rapport aux tarifs les plus hauts pratiqués en France mais par rapport aux tarifs les plus bas. Interrogé par M. BLANC sur les tarifs proposés par Polytech, M. LASSERRE répond qu'il a effectué une enquête, qu'un recueil de tarifs pratiqués a été proposé et la décision finale a été prise par le directeur de la composante. M. CAMINADA, Directeur de Polytech, explique que sa composante, après avoir appliqué les mêmes tarifs pendant de nombreuses années, tend à se diriger vers la phase 2 en appliquant un tarif raisonné tenant compte d'un certain nombre de facteurs. Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, il s'est tenue une consultation des branches professionnelles pour le titre d'ingénieur au terme de laquelle pour chaque école et pour chaque formation un tarif a été donné. Il souligne que même s'il n'y a pas d'obligation d'être au niveau du tarif du marché, un tarif très en dessous de ce niveau tel qu'il était pratiqué jusqu'à présent interroge sur le positionnement par rapport à la concurrence. Il précise que l'analyse faite par M. LASSERRE lui a permis de voir ce qui se passait dans d'autres écoles d'ingénieur. Il explique que le nombre de personnes qui obtiennent annuellement le titre d'ingénieur par la formation continue est de l'ordre de 1200 à 1500 sur un total de 40 000 diplômés, ce qui constitue en l'occurrence, une part très faible. 25% d'entre eux étant formés par un seul établissement spécialisé sur ce type de formation (le CESI) qui propose une offre adaptée à un public issu d'horizons divers et variés et en conséquence plus onéreuse de l'ordre de 11 000 à 15 000 € par an, le tarif proposé par Polytech de 10 500 € est quant à lui aligné sur le tarif estimé par France-Compétences. Il précise enfin à la demande de Mme HERITIER que ce sont les tarifs 1 et 2 pour des publics financés qui ont été réactualisés.

M. RASSE se félicite de la réorganisation du Service de Formation Continue et souhaiterait que soit communiqué un organigramme du service faisant clairement apparaître les différents contacts afin de pouvoir orienter plus facilement les demandeurs. Il souhaiterait également que les cofinancements et les modes de prises en charge soient clarifiés.

M. LASSERRE répond qu'il peut transmettre rapidement un organigramme faisant apparaître les rôles de chacun des personnels de son service. Concernant les financements, il rappelle que la loi de 2018 est encore en train de se mettre en place et qu'il reçoit très régulièrement des informations de changements quant aux prises en charge de tel ou tel financeur, il indique donc qu'il sera en mesure de faire une présentation à l'instant T sans pouvoir toutefois assurer la pérennisation de l'information qui sera donnée. M. LASSERRE ajoute qu'il a prévu une réunion à ce sujet pour l'ensemble des composantes mais que si certains le demandent il pourra se déplacer sur les différents sites pour communiquer sur le sujet.

Le tableau des tarifs présenté est approuvé avec 9 voix contre, 24 abstentions et 36 pour.

II .-3.2 Tarifs Diplômes d'Etablissement

M. AZOULAY précise que ces tarifs concernent les diplômes qui ne sont pas des diplômes nationaux. Il rappelle que pour que la demande de création d'un tel diplôme soit recevable, il convient que la formation soit autofinancée et qu'une offre similaire ne soit pas déjà présente dans l'établissement.

Les droits proposés ont été définis par les composantes qui ont la possibilité de faire remonter un tarif plein et un tarif réduit, l'usage étant de proposer le tarif plein au public extérieur et le tarif réduit aux étudiants déjà inscrits dans une formation de l'établissement ou des établissements partenaires de la ComUE.

Aux interrogations de M. ESPALLARGAS sur l'absence d'un tarif réduit en Médecine, M. AZOULAY répond que ces DU ne s'adressent pas aux étudiants mais ont vocation à répondre, dans le cadre de la formation continue, aux besoins liés à l'obligation faite aux praticiens de formation régulière tout au long de leur carrière. Le public visé est donc essentiellement constitué de médecins en exercice. Mme ADAM ajoute qu'un tarif spécifique est par ailleurs proposé

aux internes. M. CREMOUX informe qu'il sera ajouté au tableau. M. LASSERRE précise qu'au-delà de l'offre tarifaire, des prises en charge par divers organismes financeurs permettant des cofinancements spécifiques à destination des professions libérales et plus particulièrement des personnels soignants sont en train de se développer.

Aux interrogations de M. BLANC sur le tarif du MSc Boost (idex) affiché à 300 € sans frais supplémentaire, M. AZOULAY répond qu'il s'agit là d'une volonté stratégique de l'établissement de proposer une formation en partenariat avec l'INRAE financée sur fonds propres de l'IDEX et non autofinancée.

Le tableau des tarifs présenté est approuvé avec 14 voix contre, 27 abstentions et 28 pour.

II .-4 Créations de nouveaux diplômes d'établissement

M. AZOULAY explique qu'un certain nombre de demandes de création de diplômes d'établissement ont été remontées depuis le dernier CAC avec l'objectif d'une ouverture rapide sur le campus de Cannes Bastide Rouge.

Il rappelle qu'en CFVU l'usage était précédemment, de demander aux conseillers de rapporter, les rapports rendus n'étaient pas anonymes et transmis immédiatement au porteur de la formation afin qu'ils répondent si possible avant la commission dans un souci de réduire au maximum les délais d'instructions des dossiers. Cette procédure a été reprise à l'identique pour ce CAC mais M. AZOULAY précise que si les conseillers souhaitent procéder de manière différente à l'avenir il est prêt à prendre en compte leurs propositions. M. CAILLER pense qu'au-delà de l'anonymisation des rapports, il n'est surtout pas souhaitable que les avis des rapporteurs puissent être communiqués avant la discussion en conseil. Il déplore par ailleurs un manque de clarté quand aux documents qui constituent les dossiers et notamment sur la partie financière les outils fournis ne permettent pas de son point de vue de vérifier l'existence de l'autofinancement.

M. AZOULAY précise ensuite qu'il est généralement demandé au rapporteur de présenter son rapport en séance et que les directeurs de composantes invités permanents au conseil pourront être présents et que cela constituera une limite à l'exercice de l'anonymat.

Il confirme qu'il a effectivement accepté de mettre à l'ordre du jour les demandes présentées aujourd'hui pour répondre à une demande urgente mais convient que les dossiers transmis ne correspondaient pas à la qualité que l'on pouvait attendre et propose que **si un accord est obtenu, le principe du diplôme sera validé mais il sera systématiquement demandé la révision des fiches maquettes et MCC** qui ont souvent posées problème.

Il met au vote la proposition de demander des rapports qui resteront anonymes et qui ne seront pas communiqués préalablement à leur présentation en CAC, les avis seront ensuite transmis au porteur de la formation avec si besoin une réponse demandée pour le CAC suivant.

Cette nouvelle organisation est validée avec 3 voix contre, 17 abstentions et 49 pour.

II.4.1.-DE Ecritures Créatives

Mme SALVAN fait part de son rapport et de son avis globalement favorable (cf document joint)

Elle souligne toutefois une réserve qui porte principalement sur le stage de 6 semaines pour lequel elle s'interroge de savoir s'il sera véritablement professionnalisant et sur les éventuelles possibilités d'embauche par l'entreprise du diplômé à l'issue de ce stage. Le suivi des stagiaires et l'adossement à la recherche restent à être précisé et la présentation du budget est à améliorer.

M. SIIRIAINEN fait part de son rapport et de son avis favorable (cf document joint)

Il observe la présence de partenaires prestigieux d'ores et déjà acquis, qui pour certains seraient susceptibles d'accueillir des stagiaires. Il souligne l'originalité de la formation de niveau master qui n'a pas d'équivalent dans l'offre de formation de l'ESRA présente sur la technopole audiovisuelle cannoise.

Mme HERITIER s'interroge sur les règles qui s'appliquent aux tarifs de ce DE et qui diffèrent de celles des autres diplômes d'établissement. M. AZOULAY ne voit pas d'objection à ce que les porteurs aient défini leurs propres règles de tarification. Mme HERITIER rappelle que le fait d'avoir interrompu ses études pendant plus de deux ans ne justifie pas d'un tarif de formation continue mais que c'est le fait d'avoir travaillé pendant au moins deux ans qui permet d'avoir acquis des droits à la FC. M. AZOULAY convient que la formule est à clarifier afin de dissocier « interruption d'études » et « Formation Continue ».

M. LEGRAND souhaite pour sa part que soit posée la question de la pertinence d'une durée de stage aussi courte. M. AZOULAY rappelle qu'au-delà de 8 semaines de stages il y a obligation de rémunération et qu'il pourrait être demandé

a minima d'aller jusqu'à ce seuil. Mme SALVAN souhaiterait que la formulation soit revue en fixant un nombre de semaines de stage a minima et dans le cas où l'étudiant veuille aller au-delà la proposition puisse être examinée.

La proposition de création du DE sous réserve qu'il soit assorti d'un stage d'au moins 8 semaines et que soit clarifié concernant les tarifs la question de l'interruption d'étude et de la formation continue est approuvée avec 20 abstentions et 49 voix pour.

Mme HERITIER fait part de ses interrogations sur le sigle VEP pour la partie concernant la formation continue (§3.4) et pense qu'il doit plutôt s'agir de VAP (validation des acquis professionnels) mais souhaiterait que dans ce cas la correction soit apportée.

II.4.2.-DU Etudes cinématographiques

Mme BATAZZI fait part de son rapport et de son avis réservé (cf document joint)

M. ALLEGRET fait part de son rapport et de son avis favorable (cf document joint) car la motivation lui semble claire, mais il déplore cependant un dossier succinct et s'interroge sur le nombre de diplômés et sur la légitimité d'une formation présentée comme légère pour des étudiants qui ne suivraient que cette formation, il souhaiterait parallèlement que soit précisé le nombre d'étudiant inscrits simultanément dans une autre formation.

M. AZOULAY propose de reporter le vote à un prochain CAC en attente de compléments d'information.

II.4.3.-DU Showrunner

Mme BATAZZI fait part de son rapport et de son avis réservé (cf document joint)

M. LECOUEUX fait part de son rapport et de son avis défavorable (cf document joint)

Compte tenu des rapports présentés, il est proposé un avis défavorable à ce DU.

L'avis défavorable est approuvé avec 68 voix pour et 1 abstention.

M. LECOUEUX s'interroge sur un partenariat ambitieux avec l'INA et d'une manière plus générale souhaiterait une présentation des formations du nouveau campus cannois.

Mme BLAY fait part d'une interrogation sur la philosophie des DU, et sur la possibilité de monter des Diplômes dans lesquels les intervenants sont très majoritairement extérieurs à l'établissement qui n'aurait à sa charge uniquement la gestion de la formation. M. AZOULAY précise qu'il n'y a pas de cadrage arrêté, mais il lui semble effectivement indispensable qu'une partie significative des enseignements soient effectuée par des enseignants-chercheurs de l'Université, il reste toutefois à déterminer quel pourcentage devrait être respecté.

M. DOUAI précise que les élus de la précédente CFVU avaient réfléchi à distinguer le contenu d'un diplôme universitaire de celui d'une certification universitaire, M. AZOULAY précise que cette réflexion avait davantage porté sur les compétences que sur les volumes horaires.

II.4.4.-DU Design XR

Mme N'AIT BOUDA fait part de son rapport et de son avis favorable avec réserves suite aux réponses qui lui ont été apportées par le porteur (cf document joint)

Ce DU étant lié au précédent elle note une confusion dans les éléments constitutifs du dossier qui ont été transmis.

Elle revient sur le point II.2 et s'interroge sur l'attribution de la prime d'intéressement dans ce cas précis où seuls deux enseignants-chercheurs interviennent sur un volume horaire de seulement 4 heures.

Elle se déclare donc favorable sous réserve que la formation soit développée dans le sens d'une implication plus grande des acteurs de la formation et de la recherche d'UCA.

M. ROULEAU fait part de son rapport, de son premier avis réservé et de son dernier avis favorable après réponse du porteur du projet tout en soulignant la faiblesse du volume horaire.

M. SIIRIAINEN fait part de son point de vue selon lequel lorsqu'il existe dans certains domaines des besoins locaux de formations professionnelles qui sont forts et qu'il n'y a pas forcément à UCA les ressources propres pour mettre en place une formation mais que la réponse peut être apportée par le biais des réseaux solides noués par l'établissement, il n'y a pour lui rien de choquant à ce qu'un diplôme soit monté sur la base de compétences fortes extérieures même si un seul intervenant UCA est positionné pour l'organisation et la coordination de cette formation. Ce type de diplôme amènera quand même des ressources à l'établissement qui seront mutualisées et dont les autres formations pourront bénéficier. Il pense donc qu'il faut faire confiance aux collègues qui proposent ce type de formations qui permet de ne pas abandonner ces formations à des organismes concurrents et ne pas perdre les ressources générées.

Mme N'AIT BOUDA répond que ce n'est pas le cas du présent DU car il existe au sein de l'établissement des enseignants spécialistes de la réalité virtuelle.

M. BLANC s'interroge sur une vision globale concernant l'offre de formation du campus Bastide Rouge et fait part de son sentiment de formations construites de manière hâtive.

M. AZOULAY précise que l'ouverture du nouveau campus s'accompagnera d'un transfert et d'un repositionnement de formations initiales existantes, avec des départements de l'IUT, des parcours de Master et des BTS qui constitueront l'essentiel de l'offre de formation en lien avec la créativité des arts et du cinéma à laquelle la Ville de Cannes est particulièrement attachée. Les diplômes présentés aujourd'hui répondent quant à eux à une volonté d'étoffer cet ensemble par des formations plus courtes et professionnalisantes. Il confirme que les responsables de l'EUR et de l'IUT ont une vision réfléchie sur l'évolution et les perspectives de développement du campus.

Mme DEMARIA, enseignante à l'IUT et susceptible d'intégrer le campus constate également un manque d'information et s'interroge sur la taille du campus et sa capacité à accueillir l'ensemble des formations compte tenu qu'à l'IUT 600 étudiants sont déjà concernés.

M. AZOULAY répond que le campus a été conçu pour accueillir 1000 étudiants. Mme ADAM responsable du projet depuis novembre confirme qu'il ne s'agit pas d'un campus de très grande taille et qu'en conséquence l'intégralité des salles devra être mutualisée et que les départements de l'IUT habitués à avoir des espaces qui leur étaient dédiés devront travailler de manière différente.

Elle souligne que les DE ont été construits parallèlement à la création d'un campus des métiers et des qualifications dans le cadre duquel les enseignants ont rencontré les entreprises qui leur ont fait part de leurs attentes et de leurs besoins.

M. RASSE constate la mise en place d'un nouveau modèle de coopération public/privé dans le cadre d'un projet de développement local qu'il juge intéressant mais il partage les inquiétudes légitimes sur le fait que l'image de marque de l'Université ne soit pas utilisée par des entreprises privées et souhaiterait des garanties sur ce point.

M. AZOULAY propose un avis favorable sous réserve que soient fournies des précisions sur la participation des enseignants-chercheurs et d'éclaircissements sur la convention avec l'INA et sur sa reconduction.

Il souligne qu'il est difficile de poser des cadrages très généralistes sur la participation des enseignants chercheurs car les contraintes sont très variables selon les disciplines et les secteurs.

La proposition de création du DU sous réserve que soient fournies des précisions sur la participation des enseignants-chercheurs et d'éclaircissements sur la convention avec l'INA et sur sa reconduction est approuvée avec 5 voix contre 26 abstentions et 38 voix pour.

II.4.5.-DU Ecrire pour le Doublage

M. BORGES fait part de son rapport et de son premier avis réservé (cf document joint), et compte tenu des éléments de réponse qui lui ont été transmis, de son dernier avis favorable sous réserve que le bilan financier soit validé par le conseil.

M. AZOULAY fait ensuite part du rapport et de l'avis favorable de Mme PLOUVIEZ, premier rapporteur du champ disciplinaire qui n'est pas présente aujourd'hui.

La proposition de création du DU est approuvée avec 2 voix contre 29 abstentions et 38 voix pour.

Mme PUEL exprime ses regrets sur le vote préalable de la mise en place d'une nouvelle procédure concernant l'expertise des DU car elle constate au cours de cette séance que les discussions avec les porteurs en amont du conseil permettent de clarifier les dossiers et de pouvoir apporter des précisions en séance.

Mme BATAZZI considère quant à elle qu'il n'est pas du rôle des conseillers de discuter avec les porteurs de projets de DU.

II.4.6.-DE Sound Design

Mme BATAZZI fait part de son rapport et de son avis favorable (cf document joint)

M. LECOUEUX fait part de son rapport et de son dernier avis favorable suite aux réponses transmises par le porteur (cf document joint)

La proposition de création du DE est approuvée avec 11 abstentions et 58 voix pour.

II.4.7.-MSc Langages et communication politique

M. AZOULAY fait part des rapports et des avis favorables de M. BIZIOU et Mme COURTIN tous deux absents aujourd'hui.

La proposition de création du DU Msc est approuvée avec 11 abstentions et 58 voix pour.

II.4.8.-DU Pro-Philia - Pratiques de la diffusion philosophique

Mme BLAY fait part de son rapport et de son avis favorable sous réserve des preuves de l'équilibre financier et que les financements prévus soient effectifs. (cf document joint)

M. AZOULAY confirme que les financements IDEX et ceux issus du conventionnement avec la maison d'édition sont bien confirmés. Concernant la partie de la formation prise en charge par un ATER, M. AZOULAY précise que cette perspective est envisagée dans une phase expérimentale avec, à terme, la volonté de positionner un enseignant titulaire pour pérenniser la formation.

M. AZOULAY fait ensuite part du rapport et de l'avis très favorable de M. PELLEGRINETTI, premier rapporteur du champ disciplinaire qui n'est pas présent aujourd'hui.

La proposition de création du DU est approuvée avec 11 abstentions et 58 voix pour.

II.4.9.DU Economie et Management des Ressources Humaines

M. AZOULAY exprime son souhait de reporter l'examen de ce DU car ses modalités de mise en œuvre et d'organisation à distance restent à clarifier.

II.5. Réforme des études de santé

M. AZOULAY précise que compte tenu de l'ordre du jour important restant à traiter, ce point purement informatif fera l'objet d'une présentation à une prochaine séance.

II.6. Procédure d'examen des conventions internationales.

M. AZOULAY rappelle la procédure qui était en cours à la CFVU et qu'il propose de reconduire :

1- les conventions de co-diplomation/délocalisation qui sont renouvelées à l'identiques seront instruites par la DRI et la liste sera communiquée au CAC pour information, avant passage au CA.

2- les conventions qui doivent être renouvelées mais pour lesquelles des modifications importantes (soit de l'offre de formation, soit des modalités financières) seront transmises au CAC dans leur intégralité et feront l'objet d'un vote, avant passage au CA.

3- les nouvelles conventions seront transmises au CAC dans leur intégralité et feront l'objet d'un vote, avant passage au CA.

Les conventions entrant dans le cas des process 2 et 3 feront l'objet d'une courte présentation par une des VP RI (ou un personnel de la DRI) en séance avant d'être soumises au vote.

La procédure est approuvée à l'unanimité avec 69 voix.

III.- Vie Universitaire et de Campus

Mme WATINE informe que la politique de vie universitaire a été repensée et modifiée avec la nouvelle mandature, compte tenu du positionnement sur cette thématique de 4 vice-présidences : Vie Universitaire et de Campus, Politique Sportive, Politique de Santé et Politique Culturelle. Les grands projets de cette politique seront présentés par les 4 vice-présidents lors d'un prochain CAC. Elle tient cependant à préciser dès aujourd'hui la manière dont sont financés les projets de VUC, notamment par le biais de la CVEC (Contribution Vie Etudiante et de Campus).

Elle précise que cette contribution mise en place par la loi ORE est réglée par les étudiants lors de leur inscription et collectée par les CROUS puis reversée aux divers établissements bénéficiaires parmi lesquels figure au premier chef l'université.

Cette contribution est fléchée sur des actions très précises par le code de l'éducation qui stipule qu'elle doit être exclusivement employée pour favoriser l'accueil, l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter des actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention. Au sein du budget reçu par

les établissements au titre de la CVEC 30% doit être affecté au soutien aux associations et aux initiatives étudiantes. A cet égard, deux cas sont distingués :

- 1.- il existe, dans le périmètre universitaire, des associations étudiantes souvent de plus grande taille qui ont une action structurante pour l'établissement car elles mènent des projets sur l'ensemble des campus, ouverts à toute la communauté étudiante. Des conventions d'objectifs et de moyens sont signées avec elles afin de permettre de leur donner plus de lisibilité, un soutien financier régulier pour leur budget et une aide opérationnelle apportée par la DVU.
- 2.- en parallèle il existe des initiatives étudiantes émanant d'associations de plus petite taille ou qui ne concernent qu'un seul campus tels que les BDE, ou d'étudiants isolés ou de groupes d'étudiants non structurés en associations.

III.1.- Conventions d'objectifs et de moyens

III.1.1. Convention UCA SPORT CLUB

M. COLSON Vice-Président à la politique sportive ne pouvant être présent ce jour, M. BARONE Directeur de la DVU présente l'association et la convention.

UCA Sport Club est une association cadrée par le code de l'éducation dans sa composition. La présence d'une telle association est obligatoire dans tout établissement d'enseignement supérieur car c'est dans ce seul cadre que les étudiants d'UCA pourront s'engager dans les compétitions proposées par la Fédération Française de Sport Universitaire. L'association qui s'appelait Unice-Sport jusque-là, a été restructurée très récemment. Elle présente un bilan satisfaisant et ramène chaque année une trentaine de titres nationaux, obtient régulièrement des qualifications dans les championnats européens et compte pour l'année passée 4 participations aux championnats du monde universitaire. Le nombre de participants aux compétitions académique, régional ou interrégional était jusque-là de 400 à 450 étudiants avec un objectif de 600 pour l'année en cours.

Une convention d'objectif et de moyens est signée chaque année. Il est noté une légère augmentation du budget pour l'année en cours car la Fédération Française de Sport Universitaire a augmenté le tarif de ses licences. La FFSU s'est toutefois engagée à baisser ses tarifs en proposant un forfait et un accord a pu être trouvé avec le CROUS qui prend en charge une dizaine d'euros par licence ce qui permettra de ramener le coût de la licence à 15€ par étudiant.

M. BLANC dit se faire l'écho d'un enseignant de STAPS qui conteste l'arbitrage sur les opportunités de participation aux compétitions s'appuyant sur un comité directeur qui ne comporte pas en son sein d'enseignant d'EPS de l'Université. Ni le VP-Sport, ni le référent du SUAPS ni le directeur régional de la FFSU ni le responsable du Sport de Haut Niveau ne sont consultés pour déterminer les opportunités de participation à des compétitions. M. BLANC considère qu'à partir du moment où UCA subventionne à une hauteur aussi importante l'association, il convient d'imposer en retour qu'un contrôle institutionnel soit mis en place et qu'il ne soit pas laissé une complète autonomie à un comité directeur même si le Président ou son représentant en sont membres. Il est également déploré qu'il ne soit rien prévu dans ces différentes orientations de soutien pour des rencontres sportives académiques ou régionales telles que des animations sportives de campus ou des championnats sportifs académiques par filières pour lesquelles l'aide financière allouée à l'association serait la bienvenue. Un second enseignant a fait part à M. BLANC de l'absence des enseignants du SUAPS dans le comité directeur prévu par les statuts de l'association alors qu'ils avaient par le passé toute leur place dans l'association. M. BLANC demande donc à ce que la composition du comité directeur soit revue.

M. BARONE précise que la composition a été arrêtée conformément au code de l'éducation qui demande la présence d'enseignants de l'établissement et pas particulièrement d'enseignement d'EPS même si ces derniers occupent une large place, l'idée de l'association étant de mobiliser au-delà du monde du sport et de s'ouvrir à la communauté. Au-delà des enseignants et des administratifs de STAPS et du SUAPS, d'autres personnels peuvent, de son point de vue, légitimement prétendre, par un profil sportif, à apporter leur contribution à cette association. Il ajoute que le comité directeur s'appuie sur des référents sportifs recrutés en priorité parmi les encadrants d'EPS. Ceux qui se sont engagés dans le dispositif appartiennent pleinement à l'association et proposent les arbitrages au comité directeur sur les opportunités de participation aux compétitions. Le Comité Directeur aura à arbitrer en cas de désaccord entre plusieurs référents sportifs, M. BARONE observe toutefois que ce cas ne s'est jamais produit ces dernières années car il a toujours été fait en sorte que les financements nécessaires à l'engagement dans les compétitions puisse être obtenus. M. BARONE souligne par ailleurs que le Président ou son représentant le VP-Sport sont eux-mêmes des enseignants d'EPS. Il rappelle que le dialogue est ouvert et les échanges nombreux avec la FFSU, une convention sera d'ailleurs prochainement signée avec la fédération. Une politique conjointe est à construire concernant notamment le niveau académique qui ne vise pas l'excellence sportive mais qui revêt l'aspect d'une dynamique sociale à développer autour de la pratique sportive.

M. BLANC fait part d'un regret de manque de transparence du bureau de l'association et souhaiterait que les étudiants du SUAPS puissent intégrer l'équipe.

M. BARONE répond qu'il convient de prendre en compte l'intérêt de l'établissement et pas celui d'un de ses services en particulier, il ne voit pas en quoi la légitimité d'un étudiant qui a une pratique sportive au sein du SUAPS serait supérieure à celle d'un autre étudiant qui pratique le sport dans un autre cadre. Concernant la transparence il rappelle que l'organisation est totalement conforme au code de l'éducation et fait part d'efforts faits concernant la publication des ordres du jour et des comptes-rendus de réunion. Il considère par ailleurs que le fait que des personnes extérieures au monde du sport puissent donner leur avis est un gage de transparence. A la demande de M. BLANC qui souhaiterait un rapprochement entre l'association et les enseignants du SUAPS, M. BARONE répond qu'ils sont régulièrement invités à participer aux discussions et aux assemblées générales.

Mme MERIAUX regrette l'amalgame qui a pu être fait entre les enseignants du SUAPS et ceux de l'UFR STAPS et que le point de vue de deux enseignants du SUAPS ne reflète en rien le positionnement de l'ensemble des enseignants d'EPS. M. BLANC précise que contrairement à ce qu'il avait annoncé, il s'est fait le relai de la position d'enseignants du SUAPS et non de STAPS.

La convention est approuvée avec 11 abstentions et 58 voix pour.

III.1.2. Convention FACE 06

Mme WATINE rappelle que la FACE06 fédère un grand nombre d'associations d'UCA. Cette association a bénéficié historiquement d'une convention jusqu'en 2018, qui n'a pu être renouvelée en 2019 mais pour laquelle il est proposé un renouvellement en 2020. Elle précise que l'ensemble des nombreuses actions de la FACE ne s'intègre pas dans cette convention qui ne s'articule qu'autour de 4 grandes manifestations :

1.- La Journée d'Accueil des Etudiants planifiées le 1^{er} octobre qui accueille, autour d'une grande manifestation festive et informative, tous les primo-arrivants à l'Université.

2.- L'Agorae, Epicerie Solidaire située dans le centre de Nice dans des locaux mis à disposition par la Ville, ouverte à un certain nombre d'étudiants bénéficiaires et éligibles sur dossier. L'Agorae récupère des biens et denrées auprès de la banque alimentaire et les mets en vente à un prix modique correspondant environ à 15% du prix habituel. Près de 200 étudiants peuvent ainsi bénéficier de ce dispositif.

3.- Le FACE'Tival, manifestation culturelle de printemps prévue en mars au théâtre de verdure mais qui, cette année, devrait être reporté en mai compte tenu du grand nombre de participants attendu.

4.- La FACE Parade, carnaval des étudiants de Nice qui a réuni 5 000 étudiants pour la première fois cette année.

Mme PUEL relève une contradiction entre le souhait et de financer ces manifestations ouvertes à l'ensemble de la communauté étudiante et leur dénomination qui reprend le nom de l'association « FACE » et souhaiterait que soit retenus des noms plus fédérateurs. Mme WATINE fait observer que seules 2 manifestations sont concernées par cette observation et pense qu'il n'y a rien de choquant dans la mesure où la FACE est l'association organisatrice. Elle souligne par ailleurs qu'UCA n'est pas le seul financeur de ces manifestations. Mme PUEL souhaiterait cependant un affichage qui ne laisse pas à penser qu'il ne s'agit que d'une fête de l'association. M. AZOULAY rappelle que les initiatives étudiantes font également l'objet d'appels à manifestations d'intérêt et que les projets de toute association étudiante peuvent également être subventionnés. Mme WATINE confirme que lorsqu'il s'agit d'une manifestation sportive organisée par UCA Sport c'est bien cette association qui va être mise en avant. M. BLANC déplore concernant la FACE 06, d'une part que l'association puisse tout à la fois être subventionnée par l'établissement et participer aux élections étudiantes et d'autre part une communication insuffisante autour d'UCA dans le cadre des événements organisés. M. BARONE indique que la présence de l'Université dans ces événements est incontournable et Mme WATINE ajoute qu'un rappel a été fait à l'association sur la nécessité d'une communication claire à faire autour d'UCA stipulée par l'article 5 de la convention. M. BARONE rappelle que l'Université opère des contrôles administratifs sur la subvention et la justification des sommes dépensées.

Mme N'AIT BOUDA souhaiterait avoir des précisions sur les autres partenaires qui financent l'association. Mme WATINE indique qu'elle a, par exemple, participé au Comité de Direction de l'Agorae au cours duquel a été présenté le budget annuel ainsi que l'ensemble des financeurs. Le bilan de l'Agorae était présenté annuellement en CFVU et le sera dorénavant en Conseil Académique. Elle indique que le taux de participation de l'Université au financement est variable selon l'évènement et que notamment pour la JAE qui constitue une manifestation structurante pour l'Université la participation est plus importante alors que pour la FACE Parade elle n'est que de l'ordre de 10 à 15% du budget.

Mme N'AIT BOUDA souhaiterait par ailleurs savoir si la consommation d'alcool est autorisée dans le cadre des soirées organisées. M. BARONE rappelle que le premier temps de l'année universitaire est consacré à la prévention des risques

et que les étudiants qui souhaitent obtenir des financements doivent participer de manière obligatoire aux réunions organisées sur cette thématique. Il précise ensuite que le cadre de la réglementation prévoit un débit de boisson tenu par un professionnel et cantonnant à trois consommations par personnes sur des alcools vinifiés (bière et vin) avec la présence de stand de prévention et la mise en place de dispositifs tels que les capitaines de soirées, tickets conso, système de points ou de bracelets, etc... Il précise que jusqu'ici les contrôles effectués sur place n'ont jamais permis de détecter de manquement aux règles imposées. Il souligne que la responsabilité de l'établissement pouvant être engagée, la vigilance sur ce point est très importante et invite les conseillers à être présents sur ces événements afin de constater la situation par eux-mêmes.

M. ESPALLARGAS rappelle que la FACE06 organisatrice des événements a toujours choisi leur dénomination en accord avec ses différents partenaires. Il fait part de la volonté de l'association d'étendre le conventionnement qui ne se faisait jusque là qu'avec l'Université aux autres partenaires afin d'avoir une meilleure visibilité et une gestion un peu plus sereine. Ainsi une convention avec la Ville de Nice sera signée pour l'Agorae, elle prévoit non pas un prêt mais une location du local avec un tarif très gracieux.

Mme WATINE explique que le budget alloué cette année est légèrement supérieur aux années précédentes car il a été intégré un projet supplémentaire qui par le passé pouvait être financé dans le cadre de ceux validés par la commission initiatives étudiantes. Elle rappelle que l'attribution des crédits CVEC a permis d'obtenir un budget global beaucoup plus confortable pour le financement de l'ensemble des projets VUC.

M. BLANC indique que selon ses informations la CFVU aurait par le passé émis des réserves quant au local utilisé par l'Agorae. M. AZOULAY confirme qu'un certain nombre de discussions et de questionnements avaient eu lieu en CFVU sur ce point mais qu'ils avaient été résolus et que la CFVU avait finalement voté les budgets au terme de plusieurs présentations faites par l'association.

La convention est approuvée avec 19 voix contre, 14 abstentions et 36 voix pour.

III.2. Commission Initiatives Étudiantes

Mme WATINE explique que cette commission (ex FSDIE) est en charge de l'examen des projets qui n'entrent pas dans le cadre d'une convention. Une circulaire de 2011 détermine la composition de cette commission et prévoit deux types de formation : une première pour l'examen des projets initiatives étudiantes et une seconde pour l'action sociale plus spécifiquement dédiée à l'aide à apporter aux étudiants.

La composition qui existait a été reconduite en l'adaptant au nouveau fonctionnement d'UCA avec notamment la présence des quatre vice-présidents en charge de la VUC. (cf document joint)

A la demande de M. RASSE sur le nombre d'étudiants de la FACE présents dans la commission, Mme WATINE indique que compte tenu de la représentation de cette association dans les instances (CA et CAC) elle pense qu'ils seront forcément présents parmi les élus étudiants. Elle précise toutefois, concernant les représentants d'association, la FACE sera représentée mais deux autres associations seront également invitées à participer en fonction de leur représentativité et des projets qu'elles portent. Elle ajoute que les représentants d'associations ne siègent pas en commission lors de l'examen de leurs propres projets.

La composition de la commission est approuvée avec 7 abstentions et 62 voix pour.

IV.- Recherche

IV.1 Changement de la Direction Adjointe à Paris de l'Unité Mixte de Recherche Migrations et Société (URMIS -UMR 8245)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Vice-Président Recherche et Innovation

M. DIMARCQ présente aux conseillers le contexte du changement de Direction du laboratoire URMIS. L'Unité de Recherche Migrations et Société est une Unité Mixte de Recherche sous tutelle des Universités Paris Diderot et Côte d'Azur, de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD - UMR 205) et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS - UMR 8245).

En remplacement de Françoise LESTAGE, le Conseil du laboratoire du 28 janvier 2020 a validé la candidature de Denis VIDAL - Directeur de Recherche au sein de l'IRD - au poste de directeur adjoint de l'URMIS à Paris. Cette candidature, approuvée en réunion d'équipe également à Nice, est validée par l'ensemble des membres du Conseil de laboratoire. L'URMIS propose donc cette candidature pour avis au Conseil Académique avant délibération du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur.

M. DIMARCQ propose aux conseillers d'émettre un avis positif à la nomination de Denis VIDAL au poste de directeur adjoint de l'URMIS à Paris. Cette prise de poste prendra effet à compter du 1er février 2020 et jusqu'au 1er septembre 2021 (date d'admission à la retraite). Elle sera entérinée par le Conseil d'Administration d'UCA du 11 mars 2020.

Avis favorable à l'unanimité avec 69 voix

IV.-2 Validation du classement du Collège des études doctorales pour l'Appel à Projets (AAP) Région « Emplois Jeunes Doctorants (EJD) - 2020 »

Intervenante : Pascale STEICHEN

Vice-Présidente Fonctionnelle Politique doctorale - post doctorale

Une présentation de l'appel à projet régional visant à financer des contrats doctoraux est effectuée par Pascale STEICHEN et figure en Annexe 1. Le classement est en Annexe 2 et le cadre de l'AAP est en Annexe 3 du Procès-Verbal.

Mme STEICHEN débute sa présentation en indiquant que l'AAP Région EJD est divisé en 2 volets :

- un volet stratégique
- et un volet général

- Le volet « Stratégique » est issu du Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I) regroupe les projets des domaines comme le tourisme, la culture, l'industrie maritime, l'aéronautique.
- Le volet « Général » regroupe les projets des domaines suivants, variés comme : la science, l'environnement, le droit, la gestion, la chimie et la physique.

Elle indique que dans le cadre des critères de la Région, les projets prioritaires sont ceux portant sur les plans cancer régional et climat de la Région SUD. Les partenaires du projet sont les étudiants (les doctorants étant les potentiels bénéficiaires du financement), les laboratoires de recherche et les partenaires socio-économiques de la région. Le montant de cette bourse dépend des partenaires économiques qui sont les collectivités, les établissements publics, les TPE/PME et l'ADEME.

Elle précise les modalités d'interclassement du Collège des Études Doctorales (CED). Celui-ci regroupe les 6 Écoles Doctorales (ED) de l'Université et réunit l'ensemble des directeurs de ces ED lors de conseils du CED environ une fois par mois. Les ED ont effectué un 1^{er} classement des projets de thèse, qui a été par la suite étudié lors d'un conseil du CED. Ainsi, en prenant en compte les critères de la Région. Au final, 17 projets de thèse ont été classés sur les 18 proposés, car un dossier n'était pas recevable. Tous relèvent d'un excellent niveau.

Pour information, la Région a octroyé entre 8 et 9 bourses par an sur les 3 dernières campagnes.

Mme STEICHEN souhaiterait que la région puisse soutenir à minima 10 contrats doctoraux pour 2020, et obtenir un nombre de bourses plus important de manière générale.

Elle ajoute qu'il existe une possibilité de financement à 100% par la région sur certains domaines difficiles à financer comme le droit-économie-gestion par exemple.

Le cadre de l'appel prévoit un classement des projets de thèse soumis à financement par le CAC de l'établissement.

La parole est donnée aux conseiller.e.s :

Un conseiller cherche à savoir si la Région possède des experts scientifiques qui procèderont à l'évaluation des dossiers. Ou si elle se basera uniquement sur ce classement du CED validé par l'établissement ? Pascale STEICHEN souligne que la Région respecte le classement tel que transmis par l'établissement.

M. DIMARCQ remercie Mme STEICHEN et propose que le CAC valide formellement le classement

Le Classement de l'AAP Emploi des Jeunes Doctorants est validé à l'unanimité avec 69 voix.

IV.-3 Création d'une nouvelle mention de Doctorat « Santé numérique » au sein de l'Ecole Doctorale Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication

Intervenante : Pascale STEICHEN

Vice-Présidente Fonctionnelle Politique doctorale - post doctorale

La demande de création d'une nouvelle mention de Doctorat « Santé numérique » au sein de l'Ecole Doctorale Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication (STIC/ED 84) est portée par les ED STIC et Sciences de la Vie et de la Santé (SVS/ED 85).

L'ED STIC reçoit de plus en plus de demandes de médecins pour soutenir leur thèse au sein de l'ED. Cette demande de création d'une nouvelle mention de Doctorat « Santé numérique » prend racine dans le fait que ce public ne se reconnaît pas dans toutes les mentions validées par l'ED. Et pose quelques difficultés de visibilité par rapport aux mentions auxquelles ils postulent (« Informatique » et « ATSI »).

Cette demande de création de la mention « Santé numérique », dont l'intitulé doit être sans ambiguïté pour ces profils atypiques, est une demande d'un type nouveau, qui agirait comme un tremplin pour la carrière des médecins.

Afin de répondre au développement rapide de la recherche dans ce domaine en lien avec les STIC, ainsi qu'à la demande croissante d'inscription de médecins en thèse dans cette ED, le conseil de l'ED STIC est favorable à la demande de création d'une mention « Santé Numérique » rattachée à l'ED STIC.

La parole est donnée aux conseiller.e.s :

Une question est posée sur l'impact de cette création en termes de volumes de docteurs concernés ainsi qu'au niveau des bourses doctorales attendues. Pascale STEICHEN précise que les médecins s'inscrivent déjà pour effectuer leurs thèses dans l'ED STIC mais qu'ils ne se retrouvent pas dans la réalité de la mention qu'ils reçoivent à la fin. Ils entrent cependant dans le quota de l'ED STIC et demeureront inscrits à l'ED. Il est précisé que les médecins réalisant leurs thèses à l'université demandent très rarement des financements pour leurs thèses. Une conseillère indique avoir eu des échanges avec l'ED STIC qui a cité pour exemple comme cas de figure posant difficulté celui d'un médecin dont le sujet de thèse ne concerne pas uniquement le domaine informatique. Grâce à la mention « Santé numérique », la spécialité du médecin relèvera toujours de la santé mais il pourra valoriser une compétence technique en plus.

Mme STEICHEN confirme que cette mention restera plutôt dans la sphère « Santé ».

M. DIMARCQ propose que le CAC donne un avis la création d'une nouvelle mention de Doctorat « Santé numérique » au sein de l'Ecole Doctorale Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication.

Avis favorable à l'unanimité avec 69 voix

V.- Recherche/Formation :

Conseil Académique n°4 du 10 mars 2020

Groupe de réflexion sur la Loi Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Vice-Président Recherche et Innovation

Dans le cadre de la préparation de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, M. DIMARCQ indique que la gouvernance a souhaité, à l'échelle de l'établissement, la mise en place d'un groupe de travail (GT) commun et partagé entre des membres du Conseil Académique et ceux du Conseil d'Administration.

Cette demande de constitution d'un GT commun CAC/CA a été présentée au CA du 20 février et a été validée.

Il souligne que la loi n'est pas encore parue et que le calendrier risque d'être fortement modifié suite à la pandémie de Covid-19.

La séance de ce jour doit permettre de commencer à définir la composition du GT sur le périmètre du CAC.

M. DIMARCQ se tourne vers les conseillers pour connaître leurs impressions.

Il indique souhaiter que tous les champs disciplinaires soient représentés, par exemple par 2 conseillers pour chaque champ. L'objectif serait d'illustrer le positif que cette loi apporterait à l'établissement et aussi d'identifier d'éventuelles difficultés.

D'autres collègues pouvant voir cette loi avec un prisme différent, il serait aussi pertinent d'intégrer un représentant de chaque collège représenté au CAC.

Une douzaine de personnes choisie de façon consensuelle par le CAC pourrait ainsi participer aux travaux de ce GT commun entre le CAC et le CA.

M. DIMARCQ précise qu'il discutera avec Marc DALLOZ (Vice-Président du Conseil d'Administration) afin de faire une proposition globale commune CAC-CA pour la composition de ce GT.

Les conseillers approuvent à l'unanimité avec 69 voix.

M. DIMARCQ lève la séance à 13h48.

Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation

